

Vous avez dit socialistes ?¹

Les catégories de classement comme haut/bas, proche/lointain, gauche/droite, etc. font partie des « cadres permanents de la vie mentale »² qui permettent de s'orienter non seulement dans l'espace géographique, mais aussi dans l'espace social. Le « sens de l'orientation politique » a longtemps fait correspondre à l'opposition haut/bas de l'espace social, l'opposition droite/gauche dans l'espace politique. De ce point de vue, « la droite » était censée exprimer et servir les intérêts de la bourgeoisie, « la gauche », sous ses diverses formes, ceux des classes populaires³. Il était, bien sûr, possible de complexifier le modèle et d'intercaler, par exemple, entre « le haut » et « le bas » de l'espace social, des classes

GÉRARD MAUGER

moyennes (ni « en haut », ni « en bas ») supposées se reconnaître dans « le centre » (entre « droite » et « gauche ») ou osciller entre « droite » et « gauche ».

Or, ce sens de l'orientation politique est aujourd'hui remis en cause. De deux façons au moins : d'une part, parce que cette vision binaire (ou ternaire) de l'espace social semble de plus en plus éloignée de la sociologie spontanée, d'autre part, parce que cette représentation profane de l'espace politique est également remise en question.

Le brouillage de la vision de l'espace social

Pour rendre compte du brouillage des représentations communes de l'espace social, il faudrait montrer à la fois ce qu'elles doivent à ses transformations objectives – morphologiques – et aux luttes symboliques incessantes où s'affrontent les professionnels de la représentation (hommes politiques, journalistes, intellectuels) pour le monopole de la représentation légitime

1. Ce texte est issu d'une intervention faite dans le cadre de l'Université populaire de *L'Humanité* (« Champ libre aux sciences sociales » et « Demain le monde ? »), Agora de *L'Humanité*, 14 septembre 2014.
2. Émile Durkheim et Marcel Mauss, « De quelques formes primitives de classification. Contribution à l'étude des représentations collectives » [1903], in Marcel Mauss, *Œuvres*, 2. *Représentations collectives et diversité des civilisations*, Paris, Éditions de Minuit, 1974, p. 13-89.
3. Sur « le déclin du vote de classe », Cf. Patrick Lehingue, *Le Vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, Éditions La Découverte, 2011, p. 233-263.

du monde social. En énonçant des principes de regroupement ou en traçant des lignes de clivage, ils contribuent, en effet, à la production de l'ordre social et concourent à sa légitimation ou à sa dénonciation.

Dans ces luttes, la question de l'existence – objective et subjective – des classes sociales occupe une place centrale⁴. Les classes objectives (telles qu'on peut les délimiter en utilisant des critères de classement objectifs) n'existent pas nécessairement comme groupe réels. Pour rendre compte du passage de la classe objective à la classe subjective, de la classe probable à la classe mobilisée, de la « classe en soi » à la « classe pour soi »⁵, de la condition de classe à la conscience de classe, il faut analyser le travail politique qui parvient à produire, sinon la classe mobilisée, du moins la croyance en l'existence de la classe et qui fonde l'autorité de ses porte-parole. Dans ce travail politique, il s'agit à la fois d'explicitier une expérience partagée du monde social et de faire le groupe en faisant le sens commun du groupe et d'analyser le processus de délégation dans lequel le porte-parole (individuel ou collectif), doté du pouvoir de parler et d'agir au nom du groupe et d'abord sur le groupe, représente le groupe. De ce point de vue, si c'est la classe qui fait le porte-parole, il est non moins vrai que le porte-parole fait la classe, en construisant « le programme » et « le sens commun » du groupe qui est la condition de sa mobilisation.

4. Sur ce sujet, Cf. Gérard Mauger, « Classes sociales », in *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Encyclopædia Universalis et Albin Michel, 2007.
5. Georg Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Les Éditions de Minuit, [1923] 1960.

Les critiques contemporaines de l'existence – objective et subjective – des classes sociales remettent en cause la vision dichotomique prêtée (à tort) au marxisme : 1°) en soulignant l'évanescence de la classe par excellence – la classe ouvrière – économiquement, politiquement et symboliquement dévaluée⁶; 2°) en insistant sur l'extension prise par des classes moyennes qui occupent progressivement tout l'espace, ne laissant à leurs marges que quelques privilégiés (« les élites »)⁷ et quelques laissés pour compte (« les exclus »)⁸; 3°) en focalisant l'attention sur les clivages (de sexe, d'âge, de race, etc.) qui traversent les classes sociales, portés par les « nouveaux mouvements sociaux » (ceux des années 1970), définissant de nouvelles frontières au sein de l'espace social, des « nouveaux » conflits et des « nouveaux » groupes sociaux; 4°) en relevant enfin « l'individualisation » croissante de la société et en rencontrant ainsi les postulats de l'individualisme méthodologique⁹.

Ces critiques (sociologiques, politiques, médiatiques) prêtent sans doute

6. Cf. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, Paris, 1999; Gérard Mauger, « Les transformations des classes populaires en France depuis trente ans », in Jean Lojkine, Pierre Cours-Salies, Michel Vakaloulis (dir.), *Nouvelles luttes de classes*, Paris, PUF, 2006; Julian Mischi et Nicolas Renahy, « Classe ouvrière », in *Dictionnaire de sociologie, op. cit.*
7. Henri Mendras, *La seconde révolution française : 1965-1984*, Éditions Gallimard, Paris, 1988.
8. Alain Touraine, « Inégalités de la société industrielle, exclusion du marché », in *Justice sociale et inégalités*, Éditions Esprit, Paris, 1992.
9. Anthony Giddens, *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, PUF, Paris, 2005.

à controverses. Mais, quel que soit leur bien-fondé, elles ont au moins produit des « effets de brouillage » dans la vision ordinaire du monde social – « On n’y voit rien », comme dit Daniel Arasse¹⁰ – dont témoignent, par exemple, quelques enquêtes sur le sentiment d’appartenir à une classe sociale. Ainsi, selon une enquête de l’IFOP¹¹, bien que 64 % des Français considéraient en 2013 que « la lutte des classes est une réalité » et d’autant plus qu’ils étaient moins diplômés (contre 44 % en 1967), seuls 56 % d’entre eux avaient le « sentiment d’appartenir à une classe sociale » et d’autant plus qu’ils étaient plus diplômés (contre 61 % en 1964). De même, selon une enquête du CREDOC¹², alors que les classes populaires « objectives », ouvriers et employés confondus, représentent, aujourd’hui encore, la majorité de la population active (entre 55 % et 60 %), 27 % des Français revendiquaient en 2008 leur appartenance aux « classes populaires » ou « défavorisées » et 66 % aux « classes moyennes » (« inférieures » ou supérieures ». Quant au sentiment d’appartenance à « la classe ouvrière », il est passé, selon Guy Michelat et Michel Simon¹³, de 23 % en 1966 à 6 % en 2010 et celui d’appartenance aux classes moyennes de 13 % en 1966 à 38 % en 2010.

10. Daniel Arasse, *On n’y voit rien. Descriptions*, Paris, Éditions Gallimard, 2003.
11. IFOP (pour *L’Humanité*), *Les Français et la lutte des classes*, janvier 2013.
12. Régis Bigot, *Classes moyennes et inégalités de conditions de vie*, CREDOC, Séminaire Inégalités, INSEE, 4 décembre 2009.
13. Cf. Guy Michelat et Michel Simon, « Le peuple, la crise et la politique », *La Pensée*, hors série, supplément au n° 368.

Le brouillage de la vision du champ politique

Parallèlement, « droite » et « gauche » que politiques et journalistes persistent à opposer dans l’espace politique apparaissent aujourd’hui à peu près indiscernables au regard des profanes. Pour le comprendre, on peut relever quelques événements qui, invalidant les représentations de sens commun, contribuent à la désorientation politique collective. Ainsi a-t-on vu Manuel Valls, premier ministre « socialiste » (« de gauche ») ovationné par le MEDEF¹⁴. Ainsi a-t-on appris par son ex-compagne, via la presse people (élargie en l’occurrence à l’ensemble de la presse), le mépris de François Hollande, président de la République « socialiste » (« de gauche ») pour ceux qu’il appelle (en plaisantant sans doute) les « sans-dents », c’est-à-dire les ressortissants des classes populaires qui n’ont pas les moyens de se payer des couronnes en céramique à 1 000 euros pièce. Ainsi a-t-on entendu François Rebsamen, ministre du Travail « socialiste » (« de gauche ») appeler à un contrôle renforcé des chômeurs¹⁵... Manuel Valls, encore, qui déclarait à Londres « My government is

14. Cf. « L’allégeance de Valls au patronat le plus réac » et « À l’université d’été du MEDEF, Manuel Valls jure fidélité au patronat », *L’Humanité*, 28 août 2014 ; « Invité du MEDEF, Valls fais se pâmer les patrons », *Mediapart*, 27 août 2014 ; « Lune de miel entre Maunel Valls et le MEDEF », *Le Monde*, 29 août 2014.
15. Cf. Laurent Mauduit, « Que la chasse aux chômeurs commence ! », *Mediapart*, 2 septembre 2014 ; « Le social-libéralisme décomplexé au pouvoir », *Le Monde*, 3 septembre 2014 ; Olivier Dartigolles, « Rebsamen ministre de la lutte contre les chômeurs », *Mediapart*, 3 septembre 2014.

pro-business »¹⁶, appelle à « en finir avec la gauche passéiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste »¹⁷, Emmanuel Macron, ministre de l'Économie (« le chouchou des élites »¹⁸, « sans tabou » et « décomplexé »¹⁹), déplore que la gauche française « reste attachée à des dogmes dépassés »²⁰. Le contrepied est parfait. Pour les profanes, la conclusion s'impose : la gauche et la droite, « c'est du pareil au même », les uns et les autres expriment et servent alternativement les intérêts des classes dominantes. Et c'est si vrai qu'un certain nombre d'entre eux circulent sans trop d'états d'âme de gauche à droite et de droite à gauche²¹.

On peut supposer que cette désorientation politique des profanes contribue à deux phénomènes essentiels de la vie politique française : d'une part, l'absence massive des classes populaires (65 % des ouvriers se sont abstenus lors des dernières élections européennes), d'autre part, la montée du vote Front National à laquelle contribue une fraction des classes populaires qui a visiblement « perdu la boussole » (15 % des ouvriers lors des élections européennes). On peut, bien sûr, s'interroger sur ce point de vue profane qui

confond droite et gauche, PS et UMP. À ce propos, je voudrais faire trois remarques.

La première pour dire qu'au moins en l'occurrence, il faudrait beaucoup de mauvaise foi pour contredire les profanes, qui se fient à la multiplication des indices perceptibles par le tout venant et qui constatent, par ailleurs, que, « droite » ou « gauche » au pouvoir, leur condition se détériore et que les inégalités s'aggravent (croissance ininterrompue du chômage, précarisation croissante de l'emploi, atteintes répétées au droit du travail et au droit social, stagnation ou baisse des salaires, croissance des dividendes). Bien que les personnels politiques respectifs du PS et de l'UMP persistent à « faire semblant » de s'opposer (de fait, ils sont en concurrence pour l'occupation des places), les politiques mises en œuvre par François Hollande prolongent celles de Nicolas Sarkozy. La loi de 2013, dite de « sécurisation de l'emploi », autorise à « faire travailler plus pour gagner moins ». La réforme des retraites Ayrault-Hollande de 2013 prolonge et aggrave celle de Fillon-Sarkozy. Le plan dit CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) de 2012, rebaptisé « pacte de compétitivité et de responsabilité » en 2014, baisse les cotisations patronales à hauteur de 40 milliards d'euros. Que le gouvernement soit « de droite » ou « de gauche », il s'agit de « faire sauter les verrous », de « bousculer les tabous », de remettre en cause « les droits acquis » ou « les privilèges corporatistes », de « venir à bout des conservatismes » et « d'assouplir les rigidités » : bref, la « réforme »²²

16. Cf. « Valls en gigolo de la finance », *L'Humanité*, 7 octobre 2014.

17. Cit. in « Mignard confirme l'offensive de l'exécutif contre la gauche », *L'Humanité*, 4 novembre 2014.

18. Cf. *Marianne*, 10-16 octobre 2014.

19. Cf. *Direct Matin*, n° 1570, 17 octobre 2014.

20. Cit. in « À Berlin, Emmanuel Macron veut "dissiper quelques malentendus" », *Le Monde*, 21 octobre 2014.

21. Sur ce sujet, Cf. l'enquête particulièrement édifiante de Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin, « Les Jouyet, un couple au pouvoir », *Le Monde*, 9 octobre 2014.

22. Sur ce sujet, Cf. Gérard Mauger, « Réforme », in *Repères pour résister à l'idéologie*

ou la « modernisation » s'amplifient et l'UMP (ou le MEDEF²³) ne peut guère que prétendre aujourd'hui que le PS « ne va pas assez vite, ni assez loin »...

Mais, dira-t-on, valider le point de vue des profanes qui considère que « la gauche ou la droite, l'UMP ou le PS, Sarkozy ou Hollande, c'est du pareil au même », c'est valider la dénonciation de « l'UMPS » par le Front National. On peut, bien sûr, s'interroger sur cette apparente collusion avec le FN et objecter d'abord que « la gauche PS » se démarque de « la droite UMP » sur les questions dites sociétales : le PS n'est ni antiféministe, ni raciste, ni homophobe. En fait, on voit que l'alignement sur « le mieux disant » (le FN) en matière, par exemple, d'« insécurité » ou d'immigration, tend à devenir la règle et que l'UMP se divise à propos des discriminations entre alignement sur le PS et alignement sur le FN²⁴, de sorte que ces luttes dites sociétales – à supposer qu'elles intéressent vraiment les profanes – ne permettent pas vraiment de « s'y retrouver ». On peut objecter ensuite que « Tous pourris ! » est un mot d'ordre d'extrême-droite que la « gauche de gauche » ne saurait reprendre à son compte (« Du balai ! »). Faut-il alors récuser l'alignement du PS sur l'UMP qui saute aux yeux de tous, au prétexte qu'il est dénoncé par le FN ? Pour éviter toute confusion, il suffit de rappeler que la dénoncia-

tion de « l'UMPS » par le FN s'inscrit dans la longue tradition « Ni droite, ni gauche » (inséparable de l'anticommunisme) de l'extrême-droite²⁵ et que la dénonciation de l'alignement du PS sur l'UMP se fait au nom même de l'existence de « la gauche » : « la gauche de gauche »²⁶, un repère dans lequel la FN (qui a toujours combattu « les rouges ») ne risque guère de se reconnaître...

On peut également s'interroger sur le caractère plus ou moins réversible de l'alignement du PS sur l'UMP ou, en d'autres termes, de sa conversion au néo-libéralisme. Ainsi peut-on voir dans la politique « Hollande-Valls » une erreur ou un mauvais calcul (« leur politique, dira-t-on alors, nous conduit droit dans le mur ») ou encore un reniement, une trahison (par rapport au fameux discours du Bourget : « Mon ennemi, c'est la finance ! »), c'est-à-dire une faute morale. Mais, il y a de bonnes raisons de penser qu'il ne s'agit ni d'une erreur, ni d'un mauvais calcul, mais d'une politique qui sert délibérément et rationnellement les intérêts du capital et, en particulier, ceux du capital financier, une politique néo-libérale qui s'inscrit, autant que faire se peut, « dans les clous » collectivement définis à Bruxelles et ailleurs²⁷. Il ne s'agit pas non plus d'un changement de cap, d'un tournant, d'une volteface inaugurée par une « clique » (la promotion Voltaire de l'ENA) qui se serait emparée par

dominante, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2013, p. 219-223.

23. « Le PDG d'Axa appelle le gouvernement de Manuel Valls à aller plus loin », *Le Monde*, 27 août 2014.
24. Cf. « L'immigration, thème de campagne à l'UMP », *Le Monde*, 4 novembre 2014 ; « Face à la marée Le Pen, Alain Juppé veut reconstruire une digue », *Le Monde*, 16 septembre 2014.

25. Cf. Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Éditions Gallimard, 2012.
26. Cf. Pierre Bourdieu, Christophe Charle, Bernard Lacroix, Frédéric Lebaron et Gérard Mauger, « Pour une gauche de gauche », *Le Monde*, 8/4/1998.
27. Cf. François Denord et Antoine Schwartz, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Paris.

surprise de la direction du PS. Si on prend la peine de lire ce qu'écrivait François Hollande en 1985, force est de constater qu'il est, au moins depuis trente ans, resté fidèle à lui-même : en 1985, il plaidait déjà pour l'abaissement du coût du travail, la flexibilité, la réhabilitation du profit et de la concurrence, etc.²⁸ En fait, la conversion du PS vient de loin : c'est François Mitterrand qui l'a initiée et Pierre Bérégovoy qui l'a prolongée en libéralisant la finance, etc. Par ailleurs, cette conversion néo-libérale du PS n'est pas un fait isolé, une incohérence singulière des « socialistes » français. Le néo-libéralisme est, depuis quelques décennies déjà, le credo des « écoles du pouvoir » (Sciences-po, ENA, HEC, ESSEC, etc.) où se recrute le personnel dirigeant du PS, de l'UMP... et du CAC 40²⁹. C'est aussi le cadre qu'impose l'Union européenne telle qu'elle a été construite au fil des années³⁰ : nos « socialistes » ne sont pas différents des autres « socialistes » européens, de Blair à Schröder ou Zapatero...

Ni erreur, ni à proprement parler trahison, la conversion au néo-libéralisme des « socialistes » français, comme de tous les sociaux-démocrates européens (quelle que soit la nouvelle étiquette politique dont ils se réclament³¹),

repose sans doute sur la conviction partagée que – comme le disait Margaret Thatcher – « Il n'y a pas d'alternative »³². Mais, s'il n'y a pas d'alternative, il n'y a pas de place non plus pour « la gauche » (et le choix démocratique se réduit à « pile ou face » entre une « droite de droite » ou une « gauche de droite », entre « la droite décomplexée » ou « la droite complexée », comme dit Frédéric Lordon³³). C'est cet argument qui est constamment mis en avant par les gouvernements « de droite » ou « de gauche », par le MEDEF et les « éditeurs » du Monde, de Libération, du Figaro ou des Échos. En substance, leur raisonnement est le suivant : « dans le cadre de la mondialisation (ou, plus précisément, à l'époque du capitalisme mondialisé) et, plus spécifiquement, dans le cadre de l'Union européenne (avec sa concurrence libre et non faussée), force est de renforcer la compétitivité de “nos” entreprises, sinon elles disparaîtront et l'emploi avec elles et vous serez bien avancés !.. ». Ce raisonnement soutient un « chantage permanent »³⁴ rendu possible par les opportunités de déplacement et de choix stratégiques ouverts par le capitalisme mondialisé³⁵ : « vous acceptez nos exigences ou alors je m'en vais », « qu'on baisse les salaires ou je m'en vais », « qu'on flexibilise le marché du travail ou je m'en vais », « qu'on me laisse payer ce que je veux de dividendes aux uns et de stock options aux autres ou je

28. Cf. Pierre Rimbart, « Toupie ou tout droit ? », *Le Monde Diplomatique*, n° 726, septembre 2014.

29. Cf. Alain Garrigou, *Les élites contre la République, Sciences-po et l'ENA*, Paris, Éditions La Découverte, 2001.

30. C'est un « socialiste » français, Pierre Moscovici, qui « rappelle à l'ordre » depuis Bruxelles le gouvernement « socialiste » français...

31. Cf. Denis Siefert, « Le social-libéralisme, qu'est-ce que c'est ? », *Politis*, 4 septembre 2014 ; « Le gouvernement Valls 2 est-il social-libéral ? », *Le Monde*, 6 septembre 2014.

32. « *There Is No Alternative* » (TINA).

33. Frédéric Lordon, « Le balai comme la moindre des choses », *Les blogs du Diplo*, 12 avril 2013.

34. Sur ce sujet, Cf. Frédéric Lordon, « La gauche ne peut pas mourir », *Le Monde diplomatique*, n° 726, septembre 2014.

35. Cf. « Comment le MEDEF dirige la France », *Politis*, 23 octobre 2014.

m'en vais »³⁶, etc. Le fait est que, si l'on considère ce cadre comme une donnée intangible – quelque chose comme « un fait de nature » – alors il n'y a sans doute pas vraiment d'alternative : il faut en passer par les exigences du capitalisme mondialisé et le débat démocratique est sans objet³⁷. C'est pourquoi l'existence-même de la gauche – une « gauche de gauche » s'entend – suppose la remise en cause de ce cadre : pour éviter le chantage, il faut transformer les structures qui le rendent possible.

Désarmer le capital ?

Bouleverser les structures du capitalisme néo-libéral, i. e. « faire la révolution », comme on disait il n'y a pas si longtemps : la perspective peut évidemment intimider. Pour au moins trois raisons. D'abord parce qu'à force d'entendre dire sur tous les tons avec l'autorité de « la science » qu'il n'y a pas d'alternative (une certaine « science économique » s'entend³⁸), on finit par s'en persuader... Ensuite, parce que chacun sait que les révolutions « socialistes » ont mal tourné, s'effondrant en

définitive et laissant place à la restauration du capitalisme. Enfin, parce que, dans le cas de la France d'aujourd'hui, le désarmement du capital qui passe nécessairement par la restriction des mouvements de capitaux, des délocalisations, etc., bref des mobilités sur lesquelles s'appuie le chantage permanent, par la définanciarisation de l'économie, par la mise en place d'un protectionnisme raisonné, etc., implique sans doute inévitablement « la sortie de l'euro »³⁹. Or, cette perspective conduit de nouveau à une apparente « collusion » avec le FN. Apparente, car « le national » inclus dans le sigle du FN n'est pas celui de la « gauche de gauche ». Si le nationalisme du FN (« ethnique », « racial ») structure sa vision du monde, l'échelle nationale pour « la gauche de gauche » n'est que l'échelle territoriale pertinente dans la conjoncture actuelle et n'exclut en rien les solidarités internationales. De façon générale, on confond inconsidérément et, quoi qu'il en soit, trop hâtivement, le protectionnisme avec le nationalisme, la xénophobie et le racisme ou la libre circulation des conteneurs et des capitaux avec l'internationalisme prolétarien⁴⁰.

Sans doute faut-il prendre tous ces débats au sérieux, mais sans céder au découragement et à l'impuissance. « Ce que le monde social a fait, le monde social [...] peut le défaire »,

36. Cf. « Bercy renonce à la taxation des dividendes. Le patronat réclamait la suppression d'un amendement qui devait limiter l'optimisation fiscale », *Le Monde*, 1-2-3 novembre 2014.

37. « Je suis personnellement favorable à l'alternance politique [...], écrit Pierre Gattaz, mais à la seule condition [...] qu'on accepte l'économie de marché qui n'est ni de droite ni de gauche et qu'on accepte la mondialisation » (cit. in « La complainte du monsieur Plus qui craint la lutte de classes », *L'Humanité*, 29 octobre 2014).

38. Celle dont se réclame « notre » Prix Nobel d'économie unanimement célébré, ou presque... Cf. Frédéric Lebaron, « Jean Tirole, ou le triomphe de « l'élitisme transatlantique » », *Mémoire des luttes*, 20 octobre 2014.

39. Cf. Frédéric Lordon, « La gauche ne peut pas mourir », art. cit. et *La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Les Liens qui libèrent, 2014.

40. Sur ce sujet, Cf. Gérard Mauger, « Mondialisation, altermondialisme, démondialisation », in *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, op. cit., p. 223-230.

rappelait Bourdieu⁴¹. Renoncer, c'est accepter la paupérisation, le chômage de masse, la précarisation et les inégalités obscènes, « la tyrannie » dans tous les domaines de la vie sociale qui, selon Pascal, « consiste au désir de domination universel et hors de son ordre » (faisant aujourd'hui du profit la mesure de toute grandeur) et, last but not least, la destruction de la planète. C'est dire l'urgence de l'actualisation d'une vision à la fois sociologique et politique de l'espace social capable de tenir compte de l'élargissement (« We are the 99 % ») et de la diversification des méfaits du capitalisme mondialisé et, ce faisant, de définir le programme correspondant à de « nouvelles alliances » et celle, indissociable, de la reconstruction d'une « gauche de gauche » capable de se distinguer sans ambiguïté d'une « gauche de droite » déconsidérée et de se démarquer sans équivoque des faux-semblants « antisystème » de l'extrême-droite⁴². En ayant à l'esprit que les contours de « l'alliance » (« le peuple » ?) contribuent à produire « représentants » et « représentation » qui contribuent eux-mêmes à produire cette alliance⁴³. ■

41. Pierre Bourdieu, « Post-scriptum », in *La Misère du Monde*, Paris, Éditions du Seuil, 1993, p. 944.

42. Cf. « Les dessous de l'OPA de La Pen sur les marqueurs de la gauche », *L'Humanité*, 5 novembre 2014 ; « Quand Marine Le Pen braconne à gauche », *Le Monde*, 7 novembre 2014.

43. Sur la contribution de l'offre partisane à la (dé) construction des groupes sociaux, Cf. Patrick Lehingue, *Le Vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, op. cit., p. 260-263.